

---

# PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

---

## **A/ SECTEUR SOUVERAINETE**

**Au cours de l'année 2015, ce secteur a connu une activité normative importante.**

### **AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Déclaration de deuil national. (JO N°2)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Athir ». (JO N°2,5,47)
- Nomination des membres du Gouvernement. (JO N°25)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Athir » à titre posthume. (JO N°35)
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-troisième (53ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. (JO N° 37)
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-troisième (53ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation. (JO N° 37)
- Fin de fonctions de membres du Gouvernement. (JO N°40)
- Nomination des membres du Gouvernement. (JO N°40)
- Fixation des attributions et l'organisation des services de la Présidence de la République. (JO N°42)
- Déclaration de deuil national. (JO N°68)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs au titre du centre des archives nationales. (JO N°6)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du Haut commissariat à l'amazighité. (JO N°6)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance de l'imprimerie officielle. (JO N°6)
- Fixation de l'organisation interne du centre des archives nationales. (JO N°54)

## **AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre du Conseil constitutionnel. (JO N°5)
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Conseil Constitutionnel. (JO N°23)
- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale. (JO N°34,56)

## **AU TITRE DU HAUT CONSEIL ISLAMIQUE**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du Haut conseil islamique. (JO N°23)
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du Haut conseil islamique. (JO N°34)

## **AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la Cour des comptes. (JO N°13)

## **AU TITRE DE L'ORGANE NATIONAL DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption. (JO N° 43)
- Création de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption. (JO N° 43)
- Fixation de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption. (JO N° 43)
- Création et composition de la commission des œuvres sociales de l'administration de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption. (JO N° 43)

## **AU TITRE DU PREMIER MINISTERE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des attributions et l'organisation de l'inspection générale de la direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative. (JO N° 6)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la direction générale de la fonction publique. (JO N° 19)
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensés de la caution de bonne exécution. (JO N° 18)
- Placement en position d'activité auprès de la direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative de certains corps spécifiques de l'administration chargée des transmissions nationales. (JO N° 45)
- Délégation de signature au directeur général de la fonction publique et de la réforme administrative. (JO N° 44)
- Création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative. (JO N° 45)
- Composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative. (JO N° 52)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création de la médaille de l'Armée nationale populaire (A.N.P). (JO N° 33)
- Création de la médaille de bravoure de l'Armée Nationale Populaire. (JO N° 33)
- Création de la médaille de participation de l'Armée Nationale Populaire aux guerres du Moyen-Orient 1967 et 1973. (JO N° 33)
- Descriptif de la médaille de l'Armée Nationale Populaire et de ses insignes distinctifs. (JO N° 34)
- Fixation des caractéristiques techniques de réalisation de la médaille de bravoure de l'Armée Nationale Populaire, son descriptif et ses insignes distinctifs. (JO N° 34)
- Descriptif du brevet de notification du décret portant attribution de la médaille de bravoure de l'Armée Nationale Populaire. (JO N° 34)
- Fixation des caractéristiques techniques de réalisation de la médaille de participation de l'Armée Nationale Populaire aux guerres du Moyen-Orient 1967 et 1973, son descriptif et ses insignes distinctifs. (JO N° 34)
- Descriptif du brevet de notification du décret portant attribution de la médaille de participation de l'Armée Nationale Populaire aux guerres du Moyen-Orient 1967 et 1973. (JO N° 34)
- Fixation des conditions de port des médailles et des décorations nationales ainsi que l'ordre dans lequel elles doivent être portées. (JO N° 34)
- Fixation des règles générales relatives à l'organisation et au fonctionnement du système national de vidéosurveillance. (JO N° 45)

- Création du centre d'ingénierie et de développement en mécanique et électronique de l'Armée Nationale Populaire. (JO N° 45)
- Création de l'école nationale paramédicale de santé militaire. (JO N° 56)
- Création d'une école des Cadets de la Nation en 1ère région militaire. (JO N° 68)
- Création d'une école des Cadets de la Nation en 2ème région militaire. (JO N° 68)
- Nomination de juges-asseurs près les tribunaux militaires. (JO N° 16)
- Renouvellement de détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset/6ème région militaire. (JO N° 9)
- Fixation des modalités pratiques du déroulement des opérations de sélection médicale et d'appel dans le cadre du service national, des citoyens algériens résidant à l'étranger. (JO N° 13)
- Désignation de gradés de la gendarmerie nationale et de gendarmes en qualité d'officier de police judiciaire. (JO N° 22)
- Renouvellement de détachement de magistrats auprès du ministère de la défense nationale en qualité de présidents de tribunaux militaires permanents. (JO N° 27) (02 arrêtés)
- Renouvellement de détachement de présidents de tribunaux militaires permanents. (JO N° 38) (02 arrêtés)
- Création d'une commission médicale supérieure du personnel navigant. (JO N° 39)
- Renouvellement de détachement du président du tribunal militaire permanent d'Oran / 2ème région militaire. (JO N° 48)
- Fin aux fonctions de chef de service régional du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléants auprès des régions militaires. (JO N° 48)
- Désignation dans les fonctions de chef de service régional du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléants auprès des régions militaires. (JO N° 48)
- Désignation de gradés de la gendarmerie nationale et de gendarmes en qualité d'officier de police judiciaire. (JO N° 49)
- Nomination de juges-asseurs près les tribunaux militaires. (JO N° 66)
- Implantation, organisation et fonctionnement du centre de contrôle de mission de recherches et de sauvetage des aéronefs en détresse. (JO N° 6)
- Fixation des modalités de cession, à titre onéreux, des armes, munitions, matériels d'entretien, pièces de rechange et accessoires, par les établissements publics à caractère industriel et commercial sous tutelle du ministère de la défense nationale, au profit des organismes et structures civils. (JO N° 54)
- Fin de fonctions de magistrats militaires. (JO N° 48) (02 arrêtés)
- Nomination de magistrats militaires. (JO N° 48) (02 arrêtés)
- Nomination d'un magistrat militaire. (JO N° 49)
- Fin de fonctions de magistrats militaires. (JO N° 51) (02 arrêtés)
- Nomination d'un magistrat militaire. (JO N° 51)
- Fin aux fonctions de magistrats militaires. (JO N° 59) (07 arrêtés)
- Nomination de magistrats militaires. (JO N° 59) (07 arrêtés)

- Fin aux fonctions d'un magistrat militaire. (JO N° 60)
- Nomination d'un magistrat militaire. (JO N° 60)
- Nomination d'un magistrat militaire. (JO N° 67)

## AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

### Il convient de signaler ce qui suit :

- Adhésion de la République algérienne démocratique et populaire au Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques adopté à Madrid, le 27 juin 1989, modifié le 3 octobre 2006 et le 12 novembre 2007. (JO N° 21)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït sur la suppression de visas d'entrée préalables au profit des titulaires de passeports diplomatiques spéciaux et de service, signé à Koweït-City, le 12 mai 2013. (JO N° 1)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït dans le domaine de l'environnement et du développement durable, signé à Koweït-City le 2 octobre 2013. (JO N° 1)
- Adhésion à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et à ses deux protocoles I et III, conclus à Genève le 10 octobre 1980, et à son protocole additionnel IV, adopté le 13 octobre 1995, ainsi qu'à la modification de son article premier, adoptée à Genève le 21 décembre 2001. (JO N° 2)
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Fédération de Russie, signé à Alger, le 3 septembre 2014. (JO N° 2)
- Ratification de la convention consulaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Nouakchot, le 16 mars 2006. (JO N° 3)
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis, relative aux services aériens entre leurs territoires et au-delà, signée à la ville d'Abu Dhabi le 13 mai 2013. (JO N° 4)
- Ratification du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à l'envoi d'une mission médicale chinoise en Algérie, signé à Alger le 7 mai 2014. (JO N° 5)
- Ratification du protocole visant à modifier la convention relative à l'organisation hydrographique internationale adopté à la Principauté de Monaco, le 14 avril 2005. (JO N° 25)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'Université des Nations Unies sur la création, le fonctionnement et l'emplacement de l'institut de l'université des Nations Unies pour le développement durable (UNU-IRADD) à Alger (Algérie), signé à Alger le 22 décembre 2013. (JO N° 25)

- Ratification de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'Université des Nations Unies concernant l'Institut de l'Université des Nations Unies pour le développement durable à Alger, Algérie, signé à Alger le 22 décembre 2013. (JO N° 25)
  
- Acceptation de l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, adopté à Doha, Qatar, le 8 décembre 2012. (JO N° 26)
  
- Ratification de la convention de transport maritime et portuaire entre la République algérienne démocratique et populaire et l'Etat des Emirats Arabes Unis, signée à Abu Dhabi le 13 mai 2013. (JO N° 28)
  
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine du tourisme entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Bulgarie, signé à Alger le 28 février 2014. (JO N° 28)
  
- Fixation des missions, organisation et fonctionnement de l'institut diplomatique et des relations internationales. (JO N° 25)
  
- Ratification de l'amendement de l'alinéa (c) (ii) de l'article 12 de l'accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT), approuvé par la trente-et-unième session extraordinaire de l'assemblée des parties, tenue à Paris du 20 au 23 mars 2007. (JO N° 42)
  
- Ratification de l'accord de coopération culturelle entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Colombie signé à Bogota, le 24 janvier 2007. (JO N° 40)
  
- Ratification du protocole financier entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Alger le 10 mars 2015. (JO N° 40)
  
- Ratification de la Convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée au Koweït le 20 avril 2008. (JO N° 42)
  
- Ratification de la Convention relative à l'extradition des prévenus et des condamnés entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Arabie Saoudite, signée à Riyad le 13 avril 2013. (JO N° 43)
  
- Ratification de l'accord de coopération dans les domaines de la santé publique et des sciences médicales entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République argentine, signé à Alger le 17 novembre 2008. (JO N° 53)
  
- Ratification de la convention d'entraide juridique et judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signée à Alger le 12 octobre 2010. (JO N° 53)
  
- Ratification de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signée à Alger le 12 octobre 2010. (JO N° 53)
  
- Ratification de la Convention de transport maritime commercial et portuaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signée à Alger le 12 octobre 2010. (JO N° 54)
  
- Ratification de la Convention d'entraide juridique et judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signée à Alger le 12 octobre 2010. (JO N° 54)

- Ratification du Mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République portugaise dans le domaine de l'énergie, signé à Alger le 10 mars 2015. (JO N° 54)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), signé à Paris le 28 février 2014, concernant la création et le fonctionnement d'un centre régional à Alger pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique, de catégorie 2, placé sous l'égide de l'UNESCO. (JO N° 69)
- Ratification de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la Commission de l'Union africaine pour l'accueil de l'Institut de l'Université panafricaine des sciences de l'eau et de l'énergie, y compris le changement climatique, signé à Alger le 29 mai 2014. (JO N° 69)
- Ratification de l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger, le 4 mai 2015. (JO N° 69)
- Ratification de la Convention entre la République algérienne démocratique et populaire et la République Islamique de Mauritanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Alger le 11 décembre 2011. (JO N° 70)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du ministère des affaires étrangères. (JO N° 6)
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps diplomatiques et consulaires du ministère des affaires étrangères. (JO N° 18)
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps diplomatiques et consulaires du ministère des affaires étrangères. (JO N° 24)
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps communs, ingénieurs de l'habitat et de l'urbanisme, architectes, assistants sociaux, ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles, appariteurs et des corps techniques des transmissions nationales auprès du ministère des affaires étrangères. (JO N° 24)
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps diplomatiques et consulaires du ministère des affaires étrangères. (JO N° 27)
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps communs, des ingénieurs de l'habitat et de l'urbanisme, des architectes, des assistants sociaux, des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles, des appariteurs et des corps techniques des transmissions nationales auprès du ministère des affaires étrangères. (JO N° 27)
- Fixation de la composition de la commission de recours du ministère des affaires étrangères. (JO N° 27)

## **AU TITRE DU MINISTRE DE LA JUSTICE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Amendement des dispositions de l'ordonnance portant code de procédure pénale. (Approuvée par loi n°15-17 du 13 décembre 2015 (JO 40,67))
- Promulgation de la loi portant création d'un fonds de la pension alimentaire. (JO N° 1)

- Promulgation de la loi portant modernisation de la justice. (JO N° 6)
- Amendement de la loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. (JO N° 8)
- Promulgation de la loi relative à la protection de l'enfant. (JO N° 39)
- Amendement des dispositions de la loi portant code pénal. (JO N° 71)
- Amendement des dispositions de la loi portant code de commerce. (JO N° 71)
- Fixation de la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication. (JO N°53)
- Fixation des modalités d'accès à la formation pour l'obtention du certificat d'aptitude à la profession d'avocat. (JO N° 4)
- Procédure de gel et/ou saisie des fonds et biens dans le cadre de la prévention et la lutte contre le financement du terrorisme. (JO N° 24)
- Fixation de la classification, les conditions d'accès et le mode de nomination des chefs de service du secrétariat général de la Cour ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO N° 30)
- Transfert du siège de l'école nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire. (JO N° 30)
- Fixation des modalités d'ouverture du concours pour l'accès à la formation pour l'obtention du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, son organisation et son déroulement ainsi que le nombre des épreuves, leur nature, leur durée, leur coefficient, leur programme et la composition du jury du concours et la moyenne d'admission. (JO N° 14)
- Fixation des pièces constitutives du dossier de demande du bénéfice des redevances financières du fonds de la pension alimentaire. (JO N° 35)
- Désignation des membres de la commission nationale du droit international humanitaire. (JO N° 5)
- Fixation des modalités spéciales d'application de l'interdiction de l'usage du tabac à fumer dans les établissements et les structures relevant du secteur de la justice. (JO N° 5)
- Désignation des membres de la commission de l'aménagement des peines. (JO N° 5)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la résidence des magistrats « Abdelatif BEN CHEHIDA ». (JO N° 22)
- Création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'école nationale des greffes. (JO N° 47)
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'école nationale des greffes. (JO N° 55)
- Désignation des membres de la commission nationale du droit international humanitaire. (JO N° 70)
- Désignation des magistrats présidents et membres des commissions électorales de wilayas en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N° 67)
- Désignation des membres et secrétaires des bureaux de vote en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N° 67)



## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création de circonscriptions administratives dans certaines wilayas et fixant les règles particulières qui leur sont liées. (JO N° 29)
- Institution des périmètres de protection du siège de la Présidence de la République et des résidences présidentielles et fixant les règles de sécurité qui leur sont applicables. (JO N°55)
- Convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N°63)
- Organisation et fonctionnement de la circonscription administrative. (JO N° 29)
- Dispensant le citoyen de la présentation des documents d'état civil contenus dans le registre national automatisé de l'état civil. (JO N° 41)
- Fixation des règles de la circulation routière. (JO N° 49)
- Amendement du décret instituant le port d'uniforme pour les walis et les chefs de daïra. (JO N° 51)
- Délivrance des copies de documents d'état civil, par voie électronique. (JO N° 68)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des transmissions nationales. (JO N° 2)
- Fixation de la liste des diplômes requis pour l'accès à certains grades de l'administration des collectivités territoriales. (JO N° 4)
- Fixation de la liste des licences d'enseignement supérieur, des masters et des diplômes d'ingénieurs d'Etat requis pour la participation au concours d'accès à la formation spécialisée pour le recrutement sur titre en qualité de lieutenant de police. (JO N° 5)
- Désignation d'inspecteurs de la sûreté nationale en qualité d'officier de police judiciaire. (JO N° 5,21,48)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (services de la wilaya d'Alger et de la délégation nationale aux risques majeurs) de certains corps spécifiques de l'administration chargée de la solidarité nationale. (JO N° 11)
- Fixation des modalités d'organisation et le contenu des programmes de la formation spécialisée pour l'accès à certains grades appartenant aux corps spécifiques de la protection civile. (JO N° 29)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de la protection civile. (JO N° 46)
- Fixation des pièces constitutives du dossier de demande d'obtention du passeport biométrique électronique pour les citoyens algériens résidant à l'étranger. (JO N° 24)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de la sûreté nationale. (JO N° 28)
- Fixation des modalités d'organisation et le contenu des programmes de la formation spécialisée pour l'accès à certains grades appartenant aux corps spécifiques de la sûreté nationale. (JO N° 44)

- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (services de la délégation nationale aux risques majeurs) de certains corps spécifiques relevant de l'administration chargée des ressources en eau et de l'environnement. (JO N° 53)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (services de la délégation nationale aux risques majeurs) de certains corps spécifiques relevant de l'administration chargée de l'industrie et des mines. (JO N° 53)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (services de la délégation nationale aux risques majeurs) de certains corps spécifiques relevant de l'administration chargée de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N° 53)
- Complétant la liste des équipements sensibles fixée à l'annexe 1 du décret exécutif n° 09-410 du 10 décembre 2009 fixant les règles de sécurité applicables aux activités portant sur les équipements sensibles. (JO N° 52)
  - Fixation de la liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2015. (JO N° 32)
- Fixation de la nomenclature des opérations financées dans le cadre des subventions d'équipement et d'investissement de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. (JO N° 3)
- Fixation des caractéristiques techniques des documents d'Etat civil. (JO N° 1)
- Fixation des modalités d'élection des représentants des élus dans le conseil d'orientation de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. (JO N° 24)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N° 5)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques de la protection civile. (JO N° 34)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement. (JO N° 44)
- Désignation des membres du comité intersectoriel d'assistance de la délégation nationale aux risques majeurs. (JO N° 27)
- Délégation de signature au directeur général de la protection civile. (JO N° 35)
- Délégation de signature au directeur général des transmissions nationales. (JO N° 35)
- Délégation de signature au directeur des personnels et de la formation à la direction générale de la protection civile. (JO N° 35)
- Délégation de signature au directeur de la logistique et des infrastructures à la direction générale de la protection civile. (JO N° 35)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée, ainsi que le contenu du programme de la formation d'état-major de la protection civile. (JO N° 47)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée et le contenu des programmes de la formation préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration des collectivités territoriales. (JO N° 51)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. (JO N° 47)

- Délégation de signature au directeur des finances locales. (JO N° 51,52)
- Octroi d'agrément du parti politique dénommé « TALAIE EL HOURRIYET ». (JO N° 48)
- Délégation de signature au directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques. (JO N° 65)
- Fixation des caractéristiques techniques du passeport d'urgence. (JO N° 67)
- Fixation de la date de la mise en circulation du passeport d'urgence. (JO N° 67)
- Fixation de la forme et les caractéristiques techniques du bulletin de vote pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N° 67)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement. (JO N°14)
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement. (JO N°17)
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement. (JO N°17)
- Délégation de signature au sous-directeur des personnels. (JO N°35)

**Le secteur des finances a procédé à l'étude de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique.**

### **AU TITRE DU MINISTERE DES FINANCES**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Promulgation de l'ordonnance portant loi de finances complémentaire pour 2015. (Approuvée par loi n° 15-16 du 13 décembre 2015 (JO 40, 67)
- Promulgation de la loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2012. (JO N°18)
- Promulgation de la loi de finances pour 2016. (JO N°72)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO N°1)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et du développement rural. (JO N°1)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO N°3)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la Femme. (JO N°6,8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, à la Présidence de la République. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre des affaires étrangères. (JO N°10)
- Transfert de crédits au budget des charges communes. (JO N°11)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO N°11, 42, 52)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères. (JO N°12,19,23,25,35,42,43)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des transports. (JO N°15)
- Transfert de crédits au budget de l'Etat. . (JO N°16,57)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO N°16)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO N°19)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO N°24)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°25)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'énergie. (JO N°28,44)

- Autorisant la souscription de l'Algérie à la dix-septième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement. (JO N°32)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°35)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°35,69)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques. (JO N°42)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°46,69)
- Réglementation des marchés publics et des délégations de service public. (JO N°50)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO N°52)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°52)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO N°56,64)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des finances. (JO N°56,67)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères. (JO N°58)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO N°61,69)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. (JO N°61)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO N°62)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. (JO N°66)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°69)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO N°2,34,48,71)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des travaux publics. (JO N°2)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°2)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances. (JO N°3,60,63,71)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et du développement rural. (JO N°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°5,30,49)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°5)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2014. (JO N°6)

- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°9,49,62)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au Premier ministre. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de la justice, garde des sceaux. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2015, au ministre des finances. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de l'énergie. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de l'industrie et des mines. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de l'agriculture et du développement rural. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre des moudjahidine. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre du commerce. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre des transports. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre des ressources en eau. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre des travaux publics. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, à la ministre de l'éducation nationale. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, à la ministre de la culture. (JO N°10)

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, à la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la Femme. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre des relations avec le Parlement. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de la jeunesse. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre du sport. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de la communication. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, à la ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, à la ministre du tourisme et de l'artisanat. (JO N°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2015, au ministre de la pêche et des ressources halieutiques. (JO N°10)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2015. (JO N°15,25,34,38,41,43,48,57,63,64)
- Organisation des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière. (JO N°18)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°31)
- Fixation du seuil applicable aux paiements devant être effectués par les moyens de paiements scripturaux à travers les circuits bancaires et financiers. (JO N°33)
- Fixation des modalités d'agrément pour l'exercice de l'activité d'importation d'or, d'argent et de platine bruts, mi- ouvrés ou ouvrés et l'activité de récupération et de recyclage des métaux précieux. (JO N°36)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-105 intitulé « Fonds du patrimoine public minier ». (JO N°36)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO N°43)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'Etat. (JO N°43)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-143 intitulé « Fonds de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme d'appui à la croissance économique 2015-2019 ». (JO N°41)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-137 intitulé « Fonds national de soutien à l'investissement pour l'électrification et la distribution publique du gaz ». (JO N°42)
- Fixation des modalités d'exonération des droits et taxes des produits chimiques et organiques destinés à la fabrication des médicaments. (JO N°45)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°46)

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre de l'industrie et des mines. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre de l'énergie. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre du commerce. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre de l'agriculture et du développement rural. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre des travaux publics. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, à la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la Femme. (JO N°46)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2015, au ministre de la jeunesse et des sports. (JO N°46)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du commerce. (JO N°49,63)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°49)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°54)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO N°54)
- Mise en place de l'organigramme général du recensement général de la population et de l'habitat 2018. (JO N°55)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°57)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°57)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO N°57)
- Fixation des conditions et les modalités de concession convertible en cession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets de promotion immobilière à caractère commercial. (JO N°58)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de l'État. (JO N°60)



- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°60)
- Création de chapitres et virement de crédits au sein du budget de l'Etat. (JO N°63)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°64)
- Approbation du cahier des charges et de la convention types applicables aux concessions d'infrastructures à caractère marchand destinées à des missions de service public. (JO N°66)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°67)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO N°67)
- Virement de crédit au sein du budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°69)
- Fixation des conditions et les modalités d'accès des agences foncières à des crédits bonifiés pour l'acquisition et l'aménagement de terrains dans les régions du sud et des hauts plateaux destinés à la revente pour la réalisation de logements en autoconstruction. (JO N°70)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des travaux publics. (JO N°71)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°71)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion à certains grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration fiscale. (JO N°2)
- Fixation des modalités d'organisation ainsi que le contenu des programmes de la formation spécialisée pour l'accès à certains grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration fiscale. (JO N°2)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, au titre de l'administration centrale des directions générales de la comptabilité et du Trésor. (JO N°5)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux et extérieurs de l'agence nationale du cadastre. (JO N°5)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale des impôts. (JO N°24)
- Fixation des effectifs par emploi leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs de la direction générale des impôts. (JO N°24)
- Fixation du nombre de postes supérieurs à caractère fonctionnel au titre de la direction générale des douanes. (JO N°6)
- Fixation de la classification de l'école nationale des douanes ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°15)
- Fixation des effectifs concernés par l'indemnité de lois de finances et de budget de l'Etat. (JO N°12)

- Fixation de la composition, de l'organisation et du fonctionnement du comité national de supervision, d'orientation et d'évaluation des activités des comités techniques ainsi que le comité technique chargé de la vérification et du visa des comptes d'escala et comptes courants d'escala. (JO N°67)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée des domaines, de la conservation foncière et du cadastre. (JO N°2)
- Modification de l'arrêté portant création des commissions administratives paritaires des fonctionnaires de l'inspection générale des finances. (JO N°3)
- Modification de l'arrêté portant désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux. (JO N°3)
- Modification de l'arrêté portant désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures. (JO N°3)
- Modification de l'arrêté portant désignation des membres de la commission nationale des marchés d'études et de services. (JO N°3)
- Approbation de l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée aux courtiers de réassurance étrangers. (JO N°21)
- Fixation de la consistance territoriale des directions régionales et des directions des impôts de wilayas. (JO N°25)
- Fixation de la consistance territoriale des centres régionaux d'information et de documentation. (JO N°25)
- Fixation de la consistance territoriale des services régionaux des recherches et vérifications. (JO N°25)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'inspection générale des finances. (JO N°27)
- Modification de l'arrêté portant désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures. (JO N°12)
- Désignation des représentants du ministre des finances au sein des conseils nationaux de l'ordre national des experts-comptables, de la chambre nationale des commissaires aux comptes et de l'organisation nationale des comptables agréés. (JO N°13)
- Composition des commissions paritaires du conseil national de la comptabilité. (JO N°13)
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative des personnels, donnée aux directeurs régionaux du Trésor. (JO N°15)
- Agrément de la société d'assurance « Algerian Gulf Life Insurance Company » SPA. (JO N°45)
- Agrément de la SARL « NNHBB Assurances » en qualité de société de courtage d'assurance. (JO N°45)
- Agrément de l'EURL « Diligence Assurance Courtage » en qualité de société de courtage d'assurance. (JO N°45)
- Agrément de courtiers d'assurance. (JO N°45) (02 arrêtés)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil national des assurances. (JO N°22)
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux. (JO N°22)
- Agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture «MAATEC». (JO N°46)

- Agrément d'un courtier d'assurance. (JO N°46)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du fonds de garantie automobile. (JO N°46)
- Nomination des membres du conseil national de la comptabilité. (JO N°34)
- Délégation de signature au directeur général de la prévision et des politiques. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur général du budget. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur général des impôts. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur général de la comptabilité. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur général des relations économiques et financières extérieures. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur général du domaine national. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur des opérations budgétaires et des infrastructures. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur des ressources humaines. (JO N°37)
- Délégation de signature à la directrice de l'agence judiciaire du Trésor. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale du budget. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale de la comptabilité. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur de la réglementation et de l'exécution comptable des budgets à la direction générale de la comptabilité. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale du domaine national. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale des impôts. (JO N°37)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens à l'inspection générale des finances. (JO N°37)
- Délégation de signature à des sous-directeurs. (JO N°37) (06 arrêtes)
- Procédures de gel et/ou saisie des fonds des personnes, groupes et entités inscrits sur la liste récapitulative du Comité de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies. (JO N°29)
- Gel et/ou saisie des fonds des personnes, groupes et entités inscrites sur la liste récapitulative du Comité de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies. (JO N°29)
- Approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n° 15-01 du 15 avril 2015 relatif aux conditions d'agrément, aux obligations et au contrôle des intermédiaires en opérations de bourse. (JO N°55)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale à la direction générale des douanes. (JO N°43)
- Délégation de signature au directeur des moyens financiers à la direction générale des douanes. (JO N°43)

- Délégation de signature à des sous-directeurs. (JO N°43) (02 arrêtes)
- Nomination des membres de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse. (JO N°52)
- Agrément de courtier d'assurance. (JO N°52)
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés d'études et de services. (JO N°64)
- Prolongation du délai d'acquittement de la vignette automobile 2015. (JO N°15,22)

## **AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Situation mensuelle au 31 juillet 2014. (JO N°15)
- Situation mensuelle au 31 août 2014. (JO N°15)
- Situation mensuelle au du 30 septembre 2014. (JO N°15)
- Situation mensuelle au 31 octobre 2014. (JO N°15)
- Situation mensuelle au 30 novembre 2014. (JO N°15)
- Situation mensuelle au 31 décembre 2014. (JO N°49)
- Situation mensuelle au 31 janvier 2015. (JO N°49)
- Situation mensuelle au 28 février 2015. (JO N°49)
- Situation mensuelle au 31 mars 2015. (JO N°49)
- Situation mensuelle au 30 avril 2015. (JO N°49)
- Situation mensuelle au 31 mai 2015. (JO N°59)
- Situation mensuelle au 30 juin 2015. (JO N°59)
- Situation mensuelle au 31 juillet 2015. (JO N°59)
- Situation mensuelle au 31 août 2015. (JO N°59)
- Fixation des opérations d'escompte d'effets publics, de réescompte d'effets privés, d'avances et crédits aux banques et établissements financiers. (JO N°37)
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie. (JO N°6)

## **AU TITRE DU : MINISTERE DE L'ENERGIE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé « M'Sari-Akabli » (blocs : 332a, 339a1 et 341a3) conclu à Alger le 29 octobre 2014 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale SONATRACH-Spa et les sociétés « Enel Trade S.P.A » et « Dragon Oil (Algeria Alpha) Limited ». (JO N°2)
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé «Tinhert Nord » (blocs : 235b, 244b et 223b) conclu à Alger le 29 octobre 2014 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés « Dragon Oil (Algeria Alpha) Limited » et « Enel Trade S.P.A ». (JO N°2)
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé «Timissit » (bloc : 210), conclu à Alger le 29 octobre 2014 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés « Statoil Sigma Netherlands B.V » et « Shell Exploration New Ventures One GmbH ». (JO N°2)
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé «Boughezoul » (blocs : 104d, 117, 133c, 135b et 137b), conclu à Alger le 29 octobre 2014 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale SONATRACH-Spa et les sociétés « Repsol Exploración Argelia, S.A.» et « Shell Exploration New Ventures One GmbH ». (JO N°2)
- Approbation de l'avenant n° 4 au contrat de partage de production du 29 juin 1998, pour le développement et l'exploitation des gisements de gaz naturel, situés dans la région d'In Amenas, conclu à Alger, le 15 décembre 2014, entre la société nationale SONATRACH-Spa et les sociétés « BP Amoco Exploration (In Amenas) Limited » et «Statoil North Africa Oil AS ». (JO N°2)
- Création de centres de recherche nucléaire. (JO N°14)
- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 16 avril 2000 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé «Rhourde El Rouni» (bloc : 401 c) conclu à Alger, le 17 décembre 2014 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés «Hess (Rhourde El Rouni) Limited », «Petronas Carigali Overseas SDN, BHD» et «CEPSA (Rhourde El Rouni) Limited». (JO N°32)
- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 10 juillet 2002 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé «Timimoun» (blocs : 325 a et 329) conclu à Alger, le 22 décembre 2014 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés «Total E et P Algérie» et la société « COMPANIA ESPANOLA DE PETROLEOS, S.A.U (CEPSA) ». (JO N°32)
- Approbation de l'avenant n° 6 au contrat du 25 mai 1992 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides sur le périmètre dénommé «Rhourde Yacoub» (bloc : 406 a) conclu à Alger, le 22 décembre 2014 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et la société « COMPANIA ESPANOLA DE PETROLEOS, S.A.U (CEPSA) ». (JO N°32)
- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 31 mars 2011 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé «Rhourde El Rouni II» (blocs : 401 a et 403 f) conclu à Alger, le 12 janvier 2015 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale «SONATRACH-S.P.A » et la société « COMPANIA.ESPANOLA DE PETROLEOS, S.A.U (CEPSA) ». (JO N°32)
- Approbation de contrats pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, conclus à Alger le 20 mai 2015 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale « SONATRACH-S.P.A ». (JO N°49)

- Approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 26 septembre 2004 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « ISARENE » (Blocs : 228 et 229 a) conclu à Alger le 2 juin 2015 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés « PETROCELTIC INTERNATIONAL PLC », « PETROCELTIC AIN TSILA LIMITED » et « ENEL TRADE S.P.A ». (JO N°49)
- Approbation de contrats pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, conclus à Alger le 28 juillet 2015 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale «SONATRACH-S.P.A». (JO N°58)
- Fixation des modalités d'approbation des études de dangers spécifiques au secteur des hydrocarbures et leur contenu. (JO N°4)
- Fixation des conditions et les modalités d'exercice des activités de stockage et/ou de distribution des produits pétroliers. (JO N°8)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des postes de transport d'électricité hautes et très hautes tensions. (JO N°9)
- Fixation des modalités de certification de l'origine de l'énergie renouvelable et de l'usage de ces certificats. (JO N°9)
- Fixation des procédures de contrôle et de suivi de la construction et des opérations, applicables aux activités de transport par canalisation des hydrocarbures. (JO N°12)
- Fixation du montant et des modalités d'octroi de subvention pour sujétion imposée par l'Etat pour l'importation et la commercialisation des produits pétroliers sur le territoire national. (JO N°14)
- Fixation de la liste des activités pouvant être consolidées, les modalités de mise en œuvre de la consolidation des résultats et l'application du taux réduit de l'impôt complémentaire sur le résultat (I.C.R). (JO N°59)
- Application de l'article 121 de la loi de finances pour 1991 relatif à la gratuité de communication des campagnes d'intérêt général engagées par les administrations de l'Etat, dans la presse écrite, à la radio et télévision. (JO N°60)
- Fixation des attributions du ministre de l'énergie. (JO N°65)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'énergie. (JO N°65)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'une canalisation pour le transport du gaz naturel haute pression et des lignes électriques hautes et très hautes tensions dans les wilayas de Constantine, Mila et Jijel. (JO N°68)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération ». (JO N°68)
- Fixation du règlement technique relatif aux bouteilles à pression de gaz en matériaux composites. (JO N°1)
- Fixation des conditions et modalités d'acquisition sur le marché national des matières et produits chimiques dangereux par les personnes physiques ou morales dont les activités professionnelles ou personnelles nécessitent l'emploi de matières et/ou produits chimiques dangereux de manière ponctuelle, circonstancielle et/ou accessoire. (JO N°23)
- Fixation des conditions et modalités d'habilitation du personnel affecté aux tâches de stockage des matières et produits chimiques dangereux ainsi que les récipients de gaz sous pression. (JO N°23)
- Fixation des conditions et modalités de délivrance de l'agrément des opérateurs pour l'exercice des activités nécessitant l'emploi des matières et produits chimiques dangereux ainsi que les récipients de gaz sous pression. (JO N°23)

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale et des services déconcentrés du ministère de l'énergie. (JO N°25)
- Fixation des tarifs d'achat garantis et les conditions de leur application pour l'électricité produite à partir des installations utilisant la filière de cogénération. (JO N°18)
- Fixation du règlement technique relatif aux spécifications techniques de maintenance des ouvrages de transport de l'électricité. (JO N°7)
- Fixation des spécifications techniques relatives à la conception et à la réalisation des ouvrages du réseau de transport du gaz alimentant le marché national. (JO N°7)
- Fixation des spécifications et procédures techniques relatives à l'entretien des ouvrages de distribution de l'électricité. (JO N°19)
- Fixation des spécifications et procédures techniques de conception et de réalisation des ouvrages de distribution du gaz. (JO N°19)
- Fixation des spécifications et procédures techniques d'entretien des ouvrages de distribution du gaz. (JO N°19)
- Fixation des spécifications et procédures techniques d'exploitation des ouvrages de distribution du gaz. (JO N°19)
- Fixation des spécifications et procédures techniques d'exploitation des ouvrages de distribution de l'électricité. (JO N°19)
- Fixation du règlement technique relatif aux spécifications techniques d'exploitation des ouvrages de transport de l'électricité. (JO N°19)
- Fixation du règlement technique relatif aux spécifications techniques de conception et de réalisation des ouvrages de transport de l'électricité. (JO N°19)
- Fixation des tarifs de transport péréqués par effluent pour la période de tarification 2014-2018. (JO N°33)
- Détermination des canalisations d'hydrocarbures gazeux relevant du secteur des hydrocarbures et les installations faisant partie du réseau de transport du gaz desservant exclusivement le marché national. (JO N°34)
- Fixation de la composition nominative des membres du conseil d'administration du centre de formation et d'appui à la sécurité nucléaire. (JO N°47)
- Fixation de la composition nominative des membres du conseil scientifique et pédagogique du centre de formation et d'appui à la sécurité nucléaire. (JO N°47)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'institut algérien de formation en génie nucléaire. (JO N°47)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'industrie et des mines. (JO N°3)
- Création, missions et organisation de la direction de wilaya de l'industrie et des mines. (JO N°4)
- Fixation des conditions et les modalités d'exercice de l'activité de concessionnaires de véhicules neufs. (JO N°5)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'office national de métrologie légale. (JO N°21)
- Fixation des modalités et conditions d'exercice de l'activité de concessionnaires de véhicules neufs. (JO N°41)
- Désignation des membres du conseil national de la normalisation. (JO N°4)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement. (JO N°12)
- Désignation des membres du comité national de mise à niveau des PME. (JO N°12)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement de l'investissement. (JO N°12)
- Fixation de la composition et le fonctionnement du bureau de la sûreté interne du ministère de l'industrie et des mines. (JO N°26)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'organisme algérien d'accréditation "ALGERAC".(JO N°26)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Tipaza. (JO N°14)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Oran. (JO N°14)
- Nomination des membres du conseil national de la normalisation. (JO N°14)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement. (JO N°14)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Naâma. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Blida. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Adrar. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Illizi.(JO N°32)



- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Sidi Bel Abbès. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Tindouf. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Khenchela. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Djelfa. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Jijel. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Biskra. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'El Bayadh. (JO N°32)
- Création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains corps communs, des architectes, des ingénieurs et des techniciens de l'industrie et de la promotion des investissements, des ingénieurs et des techniciens de l'énergie et des mines, des ouvriers professionnels et des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre de l'administration centrale du ministère de l'industrie et des mines. (JO N°12)
- Fixation de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains corps communs, des architectes, des ingénieurs et des techniciens de l'industrie et de la promotion des investissements, des ingénieurs et des techniciens de l'énergie et des mines, des ouvriers professionnels et des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre de l'administration centrale du ministère de l'industrie et des mines. (JO N°12)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Oran ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Khenchela ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Batna ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Oum El Bouaghi ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Mila ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Ouargla ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Sidi Bel Abbès ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « incubateur Bordj Bou Arréridj ». (JO N°28)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « incubateur El Bayadh ». (JO N°28)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'institut national algérien de la propriété industrielle. (JO N°26)

- Fixation des cahiers des charges relatifs aux conditions et modalités d'exercice des activités de concessionnaires de véhicules neufs. (JO N°16)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « incubateur de Annaba ». (JO N°21)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement. (JO N°26)
- Fixation des cahiers des charges relatifs aux conditions et modalités d'exercice des activités de concessionnaires de véhicules neufs. (JO N°24)
- Fixation de la composition du jury du prix algérien de la qualité, édition 2015. (JO N°34)
- Désignation des membres de la commission du prix national de l'innovation pour les petites et moyennes entreprises. (JO N°57)
- Désignation des membres du conseil d'orientation et de surveillance de l'agence nationale de développement de la PME. (JO N°48)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur Ouargla ». (JO N°51)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'organisme algérien d'accréditation « ALGERAC ». (JO N°64)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut algérien de normalisation. (JO N°64)

## **AU TITRE DU MINISTERE DU COMMERCE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises. (JO N°41)
- Fixation de l'organisation et le fonctionnement du conseil de la concurrence. (JO N°13)
- Fixation des modalités d'immatriculation, de modification et de radiation au registre du commerce. (JO N°24)
- Fixation des conditions et modalités d'offres en matière de crédit à la consommation. (JO N°24)
- Création, missions, organisation et fonctionnement du laboratoire national d'essais. (JO N°26)
- Fixation des conditions et modalités applicables en matière des spécifications microbiologiques des denrées alimentaires. (JO N°37)
- Fixation des conditions et modalités d'exercice des activités et des professions réglementées soumises à inscription au registre du commerce. (JO N°48)
- Fixation du contenu, de l'articulation ainsi que des conditions de gestion et d'actualisation de la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce. (JO N°52)
- Fixation des conditions et les modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation de produits et marchandises. (JO N°66)

- Fixation de la durée de garantie par nature du bien. (JO N°3)
- Fixation de la liste des produits éligibles au remboursement des frais de transport. (JO N°12)
- Création d'inspections territoriales du commerce. (JO N°38)
- Rendant obligatoire la méthode de détection des agents colorants dans les viandes et les produits à base de viande par chromatographie en couche mince. (JO N°22)
- Rendant obligatoire la méthode utilisant le milieu gélosé au plasma de lapin et au fibrinogène pour le dénombrement des staphylocoques à coagulase positive. (JO N°14)
- Fixation du modèle du certificat de garantie. (JO N°16)
- Rendant obligatoire la méthode de recherche des polyphosphates dans les viandes et les produits à base de viande. (JO N°12)
- Fixation de la liste des administrations représentées au conseil de la chambre algérienne de commerce et d'industrie. (JO N°6)
- Abrogation des dispositions de l'arrêté du 13 juin 2011 fixant la durée de validité de l'extrait du registre du commerce délivré aux assujettis pour l'exercice de certaines activités. (JO N°23)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce. (JO N°15)
- Rendant obligatoire la méthode horizontale pour le dénombrement des levures et moisissures par comptage des colonies dans les produits, dont l'activité d'eau est supérieure à 0,95. (JO N°48)
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'agrément des laboratoires au titre de la répression des fraudes. (JO N°50)
- Rendant obligatoire la méthode horizontale pour le dénombrement des levures et moisissures par comptage des colonies dans les produits dont l'activité d'eau est inférieure ou égale à 0,95. (JO N°52)
- Rendant obligatoire la méthode de préparation de l'échantillon pour essai en vue de l'analyse physique et chimique du lait. (JO N°58)
- Rendant obligatoire la méthode de détermination de l'acidité titrable dans le lait sec. (JO N°58)
- Fixation des conditions et les modalités d'ouverture et de fonctionnement des bureaux de liaison non commerciaux. (JO N°62)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité d'évaluation et d'unification des méthodes d'analyses et d'essais. (JO N°71)

**AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Déclaration d'utilité publique les opérations relatives à l'aménagement routier, greffage de bretelles et ouvrages d'art et à la réalisation de la liaison Rue Tripoli à Djamaâ El Djazaïr. (JO N°19)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de l'évitement de la ville de Saoula. (JO N°26)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère des travaux publics. (JO N°19)
- Fixation de la liste des spécialités requises pour le recrutement et la promotion dans les corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics. (JO N°16)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère des travaux publics. (JO N°58)
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Béjaïa. (JO N°63)
- Mise en position d'activité auprès de l'office national de signalisation maritime de certains corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO N°63)
- Renouvellement de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des travaux publics. (JO N°33)

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des modalités d'instruction et de délivrance des actes d'urbanisme. (JO N°7)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de Djamaâ El Djazaïr. (JO N°5)
- Identification des auteurs des œuvres architecturales sur les ouvrages et les constructions. (JO N°14)
- Fixation des conditions et les modalités de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI) réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1er janvier 2004. (JO N°44)
- Fixation des conditions et modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente de logements réalisés sur fonds publics ou sur ressources bancaires ou tous autres financements. (JO N°68)

- Placement en position d'activité auprès du ministère des travaux publics de certains corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO N°6)
- Fixation de la liste des spécialités pour le recrutement et la promotion dans certains corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO N°32)
- Fixation de la liste des projets qui peuvent faire l'objet d'une consultation sélective dans le cadre des études et réalisation ou réalisation de cités d'habitat intégrées. (JO N°32)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que les programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO N°48)
- Fixation des modalités de traitement des recours liés aux actes d'urbanisme. (JO N°51)
- Fixation des conditions et les modalités de cession de terrains relevant du domaine privé de l'Etat et destinés à l'implantation de programmes de logements aidés par l'Etat. (JO N°70)
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire des ingénieurs en chef et architectes en chef. (JO N°6)
- Fixation de la composition de la commission interministérielle pour l'examen du plan d'aménagement de la ville nouvelle. (JO N°6)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national d'ingénierie de la construction (CNIC). (JO N°46)
- Fixation de la composition de la commission interministérielle pour l'examen du plan d'aménagement de la ville nouvelle. (JO N°46)
- Fixation des modèles-types de la demande d'acquisition et de la décision d'affectation d'un logement promotionnel public. (JO N°7)
- Fixation des spécificités techniques du logement promotionnel public. (JO N°61)
- Homologation des indices salaires et matières du 3ème trimestre 2014, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO N°15)
- Fixation de l'organigramme de l'agence nationale de l'amélioration et du développement du logement. (JO N°12)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°46)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national de recherche appliquée en génie parasismique (CGS). (JO N°46)
- Mise en place de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville et désignation de ses membres. (JO N°46)
- Homologation des indices des salaires et matières du 4ème trimestre 2014, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO N°33)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale du logement (CNL). (JO N°32)
- Désignation des membres du conseil d'administration du centre national d'études et d'animation de l'entreprise du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique "CNAT". (JO N°47)

- Mise en place de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville et désignation de ses membres. (JO N°51)
- Homologation des indices des salaires et matières du 1er trimestre 2015, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO N°51)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de réalisation et de gestion de « Djamaâ El Djazaïr ». (JO N°47)
- Fixation des conditions et modalités de traitement des demandes d'acquisition du logement promotionnel public. (JO N°63)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du barrage réservoir de Douéra (Wilaya d'Alger). (JO N°1)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative aux travaux d'alimentation en eau potable de Mascara et du couloir Mohammadia-Sig à partir du transfert Mostaganem-Arzew-Oran. (JO N°17)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Medjedel dans les communes de Medjedel et Menaa, wilaya de M'sila. (JO N°33)
- Fixation des modalités d'initiation et d'élaboration du plan national d'action environnementale et du développement durable (P.N.A.E.D.D). (JO N°42)
- Fixation des proportions d'éléments contenus dans les eaux minérales naturelles et les eaux de source ainsi que les conditions de leur traitement ou les adjonctions autorisées. (JO N°3)
- Placement en position d'activité de certains corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture auprès de l'administration chargée des ressources en eau. (JO N°5)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre des services déconcentrés et des établissements publics à caractère administratif du ministère des ressources en eau. (JO N°31)
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative à la réalisation du projet d'adduction des eaux de mer dessalées pour l'alimentation en eau potable de la wilaya de Relizane à partir d'un réservoir de 10.000 m<sup>3</sup> situé dans la wilaya de Mostaganem. (JO N°54)
- Approbation de l'organisation interne de l'office national de l'irrigation et du drainage. (JO N°2)
- Fixation de la nomenclature des ouvrages et installations hydrauliques soumis à l'obligation de contrôle technique. (JO N°3)
- Fixation de la composition et les modalités de fonctionnement de la commission technique placée auprès du conseil national consultatif des ressources en eau. (JO N°3)
- Fixation de l'organisation et le fonctionnement de la commission permanente des eaux minérales naturelles et des eaux de source. (JO N°12)

- Approbation de l'organisation interne de l'agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau ainsi que la compétence territoriale et l'organisation interne des agences de bassins hydrographiques. (JO N°28)
- Renouvellement de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des ressources en eau. (JO N°31)
- Désignation des membres du conseil scientifique de l'agence nationale des changements climatiques. (JO N°62)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Amendement des dispositions relatives à la pêche et à l'aquaculture. (JO N°18)
- Création de l'école nationale des métiers de l'agriculture, des forêts et de l'agro-industrie. (JO N°4)
- Fixation des conditions d'exercice, à titre privé, de la médecine vétérinaire et de la chirurgie des animaux. (JO N°9)
- Fixation des conditions et les modalités d'exercice de la pêche au corail. (JO N°47)
- Déclassement de parcelles de forêts domaniales dans la wilaya d'Alger du régime forestier national. (JO N°55)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-048 intitulé « Indemnisation au titre des biens affectés au fonds national de la révolution agraire ». (JO N°60)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de la pêche et des ressources halieutiques de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'environnement et de l'aménagement du territoire (laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux). (JO N°23)
- Fixation de la classification du centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°28)
- Fixation de la classification du laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°14)
- Détermination de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé « Fonds national de développement de la pêche et de l'aquaculture ». (JO N°14)
- Détermination des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé «Fonds national de développement de la pêche et de l'aquaculture ». (JO N°14)
- Fixation des conditions d'aptitude physique requises, les conditions et modalités de délivrance du certificat médical d'aptitude à l'hyperbarie, son délai de validité ainsi que les modalités du suivi médical des plongeurs. (JO N°14)
- Fixation du nombre et la répartition des postes supérieurs de l'administration des forêts. (JO N°13)
- Fixation du tableau des compositions de l'air ou des mélanges gazeux respirés en milieux hyperbare, leurs quantités et les délais d'immersion selon chaque cas. (JO N°47)

- Placement en position d'activité, auprès des établissements de formation relevant du ministère de l'agriculture et du développement rural de certains corps spécifiques de l'administration chargée de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°46)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services déconcentrés du ministère de la pêche et des ressources halieutiques. (JO N°35)
- Désignation des membres du conseil d'administration du bureau national d'études pour le développement rural. (JO N°3)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'agriculture et du développement rural. (JO N°3)
- Fixation de la liste des établissements habilités à dispenser la formation de plongeur pour l'exercice de la plongée sous-marine professionnelle à des fins d'exploitation des ressources biologiques marines. (JO N°13)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité national de labellisation. (JO N°47)
- Fixation de l'organisation, la composition et le fonctionnement du comité technique chargé de l'homologation des variétés. (JO N°47)
- Désignation des membres du conseil national consultatif de la pêche et de l'aquaculture. (JO N°28)
- Institution des quotas de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national exerçant dans les eaux sous juridiction nationale et fixant les modalités de leur répartition et de leur mise en œuvre. (JO N°14)
- Fixation de la liste des filières agricoles. (JO N°19)
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la pêche et des ressources halieutiques. (JO N°44)
- Fixation de la liste des espèces végétales soumises à une autorisation technique préalable d'importation et les prescriptions phytosanitaires spécifiques. (JO N°44)
- Désignation des membres du conseil d'administration du bureau national d'études pour le développement rural. (JO N°51)
- Délégation de signature au directeur général des forêts. (JO N°39)
- Délégation de signature au directeur des services vétérinaires. (JO N°39)
- Délégation de signature à la directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique. (JO N°39)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens. (JO N°39)
- Délégation de signature à des sous-directrices. (JO N°39) (02 arrêtés)
- Nomination des membres de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition. (JO N°51)
- Habilitation des directeurs des services agricoles et les conservateurs des forêts de wilayas à représenter le ministre de l'agriculture et du développement rural et de la pêche dans les actions en justice. (JO N°51)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national de développement des élevages équins et camelins. (JO N°57)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture. (JO N°51)



- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA). (JO N°66)
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs des services agricoles de wilaya. (JO N°62)
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux conservateurs des forêts de wilaya. (JO N°62)
- Définition des modalités d'appel à candidature et les critères de choix des candidats à la concession des terres agricoles et des biens superficiaires du domaine privé de l'Etat rendus disponibles. (JO N°62)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des conditions et modalités d'élaboration et d'adoption des plans particuliers d'intervention pour les installations ou ouvrages. (JO N°9)
- Fixation des modalités d'établissement du plan d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques. (JO N°12)
- Approbation du plan d'aménagement touristique d'une zone d'expansion et sites touristiques dans la wilaya d'Adrar. (JO N°13)
- Approbation des plans d'aménagement touristique de zones d'expansion et sites touristiques dans la wilaya de Biskra. (JO N°13)
- Approbation du plan d'aménagement touristique d'une zone d'expansion et sites touristiques dans la wilaya d'El Oued. (JO N°13)
- Fixation des modalités d'inscription au registre de l'artisanat et des métiers. (JO N°26)
- Fixation des modalités d'examen et d'approbation des études de danger. (JO N°3)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale, des services extérieurs et des institutions publiques relevant du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la ville. (JO N°9)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère du tourisme et de l'artisanat. (JO N°7)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. (JO N°17)
- Fixation de la composition de la commission interministérielle pour l'examen et l'adoption des règlements d'aménagement du territoire des massifs montagneux. (JO N°4)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. (JO N°4)

- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement du tourisme. (JO N°4)
- Désignation des membres du conseil d'orientation du commissariat national du littoral. (JO N°4)
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale des changements climatiques. (JO N°4)
- Fixation de la liste nominative des membres de la commission interministérielle des études de classement des zones de montagne. (JO N°47)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires « ANNAAT ». (JO N°20)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Tizi Ouzou. (JO N°20)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national du tourisme. (JO N°20)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Boussaâda. (JO N°20)
- Fixation des modalités pratiques d'organisation des liaisons fonctionnelles entre le registre de l'artisanat et des métiers et le fichier national de l'artisanat et des métiers. (JO N°20)
- Désignation des membres du comité technique du thermalisme. (JO N°31)
- Désignation des membres de la commission compétente chargée de l'étude des plans de projets hôteliers. (JO N°47)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence de promotion du parc des Grands Vents. (JO N°51)
- Fixation des conditions d'éligibilité et les modalités d'organisation et de déroulement des élections au niveau des différentes instances des chambres de l'artisanat et des métiers. (JO N°69)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Sidi Lahcène, Bekhata, Honaine et Aïn Adjeroud (wilaya de Tlemcen). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Cap Rose, Hennaya, Mafragh Est et Mafragh Ouest (wilaya d'El Tarf). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Cap Falcon, Madagh, Madagh 2, Kristel, Cap Blanc et les Andalouses (wilaya d'Oran). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques d'El Asfer, Sidi Abdelkader, Petit Port, Brahim Plage-Oued Roumane, Sekhra, Hadjadj Plage, Bahara, Zerrifa et Kef Kadous (wilaya de Mostaganem). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Oued Mellah Est et Ouest, Pointe des Oliviers, Bou Haroun 2, Oued Belah 2, Corniche, Chenoua, Sidi Ghilès 2, Aghzout, Damous, Khecheni, Tipaza, Gounini, Gounini 2, Oued Sebt et Messelmoun, Bounam et Petit et Grand Vichy (wilaya de Tipaza). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Boukhelifa (ex-Acherchour), Adrar Imoula, Boulimat, Pointe des Moules, Daas, Acif N'Taida, Tighremt, la Pointe Ksila Ouest, la Pointe Ksila Ouest 2 et Oued Zitouna (wilaya de Béjaïa). (JO N°68)
- Prescription d'établissement du plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et site touristique de Hammam Guergour (wilaya de Sétif). (JO N°68)

- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Sidi Fredj, Zéralda, Zéralda-Ouest, Aïn Chorb, Aïn Chorb 2, Palm Beach et Azur Plage et la Marsa (wilaya d'Alger). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de la Corniche de Annaba, Chetaibi et Sidi Salem (wilaya de Annaba). (JO N°68)
- Prescription de la révision du plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et site touristique de Oued Begrat (wilaya de Annaba). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Saida (N°Gaous), Timgad, Ghoufi et Arris (wilaya de Batna). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Temacine, Aïn Es Sahara et Merdjadja (wilaya de Ouargla). (JO N°68)
- Prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Madagh 3, Sidi Yacoub, El Ouardania Malous (wilaya de Aïn Témouchent). (JO N°68)
- Prescription de la révision du plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et site touristique de Sidi Khelifa (wilaya de Tizi Ouzou). (JO N°68)
- Prescription d'établissement du plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et site touristique de Hammam Essalihine (wilaya de Khenchela). (JO N°68)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence de promotion du parc des grands vents. (JO N°69)

**AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES  
DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des règles générales relatives à la signature et à la certification électroniques. (JO N°6)
- Approbation du retrait, sur demande, de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de communications personnelles mobiles mondiales par satellites de type GMPCS et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société «SPA Thuraya Satellite Algérie ». (JO N°5)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n°02-186 du 26 mai 2002 portant approbation, à titre de régularisation, de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications cellulaires de norme GSM et de fourniture de services de télécommunications au public. (JO N°8)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n°04-09 du 11 janvier 2004 portant approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications cellulaires de norme GSM et de fourniture de services de télécommunications au public. (JO N°8)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 05-33 du 24 janvier 2005 portant approbation, à titre de régularisation, de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de communications personnelles mobiles mondiales par satellites de type GMPCS et de fourniture de services de télécommunications au public. (JO N°8)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 05-460 du 30 novembre 2005 portant approbation, à titre de régularisation, de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications et de fourniture de services téléphoniques fixes internationaux, interurbains et de boucle locale au public. (JO N°8)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 13-405 du 2 décembre 2013 portant approbation de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications de troisième génération (3G) et de fourniture de services de télécommunications au public, attribuée à la société « Algérie Télécom Mobile ». (JO N°8)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 13-406 du 2 décembre 2013 portant approbation de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications de troisième génération (3G) et de fourniture de services de télécommunications au public, attribuée à la société « Watania Télécom Algérie ». (JO N°8)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 14-220 du 11 août 2014 portant approbation de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellite de type V.SAT et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée, à titre de cession, à la société « Algérie Télécom Satellite Spa ». (JO N°8)
- Approbation de la modification du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 14-294 du 16 octobre 2014 portant approbation du renouvellement de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellite de type V.SAT et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société « Divona Algérie ». (JO N°8)
- Approbation du renouvellement de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de communications personnelles mobiles mondiales par satellites de type GMPCS et à la fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société « Algérie Télécom S.P.A ». (JO N°27)

- Approbation du renouvellement de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellite de type V.SAT et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société « Algérie Télécom Satellite S.P.A ». (JO N°27)
- Fixation des conditions et les modalités d'acquisition, d'utilisation et de cession des équipements d'aide à la pêche par les professionnels de la pêche. (JO N°52)
- Fixation du régime d'exploitation applicable à chaque type de réseaux, y compris radioélectriques et aux différents services de télécommunications. (JO N°68)
- Approbation de la modification de l'annexe 3 du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 13-406 du 2 décembre 2013 portant approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications de troisième génération (3G) et de fourniture de services de télécommunications au public, attribuée à la société « Wataniya Télécom Algérie ». (JO N°68)
- Approbation de la modification de l'annexe 3 du cahier des charges annexé au décret exécutif n° 14-312 du 10 novembre 2014 portant approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications de troisième génération (3G) et de fourniture de services de télécommunications au public, attribuée à titre de cession, à la société « Optimum Télécom Algérie Spa ». (JO N°68)
- Dissolution de l'agence nationale de radionavigation maritime et transfert de ses biens, droits, obligations et personnels à l'agence nationale des fréquences. (JO N°68)
- Création de l'agence nationale des fréquences. (JO N°68)
- Ouverture de la filière : « Télécommunications », spécialité : « Services et systèmes d'information » et fixant son programme pédagogique, en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat à l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Ouverture de la filière : « Télécommunications », spécialité : « Informatique et réseaux » et fixant son programme pédagogique, en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat à l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Fixation du programme pédagogique de la filière : « Télécommunications », spécialité : « Systèmes des télécommunications », en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat à l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Fixation des conditions d'accès et le régime des études en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat à l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Organisation pédagogique de l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Fixation des conditions d'accès et le régime des études en vue de l'obtention de la licence professionnalisante à l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Organisation pédagogique de l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Ouverture de la filière : « Technologie », spécialité : « Technologies de l'information et de la communication et management », domaine : « sciences et technologies » et fixant son programme pédagogique en vue de l'obtention du diplôme de master professionnalisant à l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)
- Nomination du président du conseil pédagogique de l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°36)

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des directions de wilaya de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°56)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°43)
- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure relevant du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°55)
- Fixation de la liste des spécialités pour le recrutement et la promotion dans certains corps spécifiques de l'administration chargée de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°65)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°51)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°14)
- Fixation de la date de lancement de l'appel à la concurrence pour la fourniture du service universel des télécommunications. (JO N°14)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences. (JO N°36)
- Création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°43)
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°43)
- Renouvellement de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°50)
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°50)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration « d'Algérie poste ». (JO N°69)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques. (JO N°69)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des règles générales relatives à l'aviation civile. (JO N°41)
- Fixation de l'organisation du pilotage, les qualifications professionnelles des pilotes et les règles d'exercice du pilotage dans les ports. (JO N°3)

- Fixation des dispositions relatives aux transport scolaire. (JO N°37)
- Statut-type des écoles techniques de formation et d’instruction maritimes. (JO N°48)
- Déclaration d’utilité publique l’opération de réalisation de la desserte ferroviaire de l’aéroport entre la halte de Bab Ezzouar et l’aéroport Houari Boumédiène. (JO N°68)
- Classification de l’institut supérieur de formation ferroviaire et les conditions d’accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°6)
- Classification de l’institut hydrométéorologique de formation et de recherches et les conditions d’accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°15)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d’entretien, de maintenance ou de service au titre de l’institut hydrométéorologique de formation et de recherches. (JO N°3)
- Fixation de l’organisation interne de l’école nationale supérieure maritime et la nature et l’organisation de ses services techniques. (JO N°22)
- Fixation de la composition, l’organisation et le fonctionnement de la commission sectorielle chargée de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure relevant du ministère des transports. (JO N°46)
- Composition de la ration journalière de la nourriture fournie aux gens de mer ainsi que le système du contrôle des provisions, des vivres, de l’eau de tous les locaux et équipements utilisés pour l’emménagement et la manipulation des denrées alimentaires, la cuisine, et les installations utilisées pour le service des repas à bord des navires. (JO N°65)
- Définition des modèles-types des documents liés à l’exercice des activités de transport routier de personnes et de marchandises. (JO N°31)
- Fixation des vitesses maximales des véhicules de transport de personnes et de marchandises dont le poids total autorisé en charge, remorques comprises, est supérieur à 3,5 tonnes. (JO N°56)

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création et suppression de collèges. (JO N°28)
- Création et suppression de lycées. (JO N°28)
- Création, organisation et fonctionnement de l'école internationale algérienne en France. (JO N°41)
- Institution d'un régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale. (JO N°55)
- Fixation des attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil national des programmes. (JO N°66)
- Fixation des modalités d'organisation, d'évaluation, ainsi que le contenu des programmes de la formation spécialisée pour l'accès à certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale. (JO N°19)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics sous tutelle du ministère de l'éducation nationale. (JO N°26)
- Organisation interne de l'office national d'enseignement et de formation à distance. (JO N°28)
- Classification de l'observatoire national de l'éducation et de la formation et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°16)
- Classification du centre national d'intégration des innovations pédagogiques et de développement des technologies de l'information et de la communication en éducation et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°16)
- Fixation de la liste des titres et diplômes requis pour le recrutement et la promotion dans certains grades spécifiques de l'éducation nationale. (JO N°28)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics sous tutelle du ministère de l'éducation nationale. (JO N°56)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'éducation nationale, des services extérieurs et certains établissements publics en relevant, de certains corps spécifiques relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°64)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation pédagogique préparatoire des personnels enseignants durant le stage probatoire. (JO N°55)



**AU TITRE DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Promulgation de la loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique. (JO N°71)
- Création de l'académie algérienne des sciences et technologies et fixant ses missions, sa composition et son organisation. (JO N°14)
- Approbation de la liste définitive des membres fondateurs de l'académie algérienne des sciences et technologies. (JO N°49)
- Approbation de l'élection du président et des vice-présidents de l'académie algérienne des sciences et technologies. (JO N°69)
- Création d'un centre universitaire à Naâma. (JO N°13)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Sidi Bel Abbès. (JO N°14)
- Création du centre de recherche scientifique et technique en soudage et contrôle (C.S.C). (JO N°23)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Mascara. (JO N°23)
- Création du centre de recherche en sciences islamiques et civilisation. (JO N°30)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Constantine 3. (JO N°31)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université d'Alger 2. (JO N°35)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université d'El Oued. (JO N°35)
- Création d'un centre universitaire à El Bayadh. (JO N°35)
- Organisation et fonctionnement de l'université d'Alger 1. (JO N°38)
- Création de l'université de Batna 2. (JO N°38)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Batna. (JO N°38)
- Création d'une école normale supérieure à Béchar. (JO N°38)
- Création d'une école normale supérieure à Sétif. (JO N°38)
- Création d'une école normale supérieure à Ouargla. (JO N°38)
- Création d'une école normale supérieure à Bou Saâda (wilaya de M'Sila). (JO N°41)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des écoles hors université. (JO N°20)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des universités. (JO N°20)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des centres universitaires. (JO N°20)

- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en bureaux. (JO N°20)
- Fixation du montant de l'allocation servie aux bénéficiaires du congé scientifique à l'étranger. (JO N°6)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux et déconcentrés de l'office national des œuvres universitaires. (JO N°22)
- Fixation des modalités d'élection des représentants des enseignants hospitalo-universitaires au sein des commissions consultatives hospitalo-universitaires locales et nationale. (JO N°9)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°9)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des agences thématiques de recherche. (JO N°53)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des écoles hors universités. (JO N°53)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des écoles hors université. (JO N°64)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'université de la formation continue. (JO N°64)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des universités. (JO N°65)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des centres universitaires. (JO N°65)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des universités. (JO N°53)
- Placement en position d'activité auprès des établissements publics à caractère scientifique et technologique relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, du corps des médecins vétérinaires. (JO N°63)
- Placement en position d'activité auprès des établissements publics à caractère scientifique et technologique relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de certains corps spécifiques au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°63)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux et déconcentrés de l'office national des œuvres universitaires. (JO N°59)
- Nature et modalités d'évaluation, de contrôle et de programmation des stages pratiques et en milieu professionnel à l'intention des étudiants. (JO N°13,15)
- Délégation de signature au directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique. (JO N°42)
- Délégation de signature au directeur des ressources humaines. (JO N°42)

- Délégation de signature au directeur des études juridiques et des archives. (JO N°42)
- Délégation de signature au directeur du budget, des moyens et du contrôle de gestion. (JO N°42)
- Délégation de signature au directeur de l'administration et du financement de la recherche scientifique et du développement technologique, à la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique. (JO N°42)
- Délégation de signature à des sous-directeurs. (02 arrêtés) (JO N°42)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Promulgation de la loi relative aux activités et au marché du livre. (JO N°39)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Sidi El Houari. (JO N°5)
- Création de bibliothèques principales de lecture publique. (JO N°4,49)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé du village de la « Qalâa des Béni Abbas ». (JO N°43)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Mostaganem. (JO N°43)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé « Fonds national pour le développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques et de la promotion des arts et des lettres ». (JO N°70)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs et des établissements publics relevant du ministère de la culture. (JO N°5)
- Fixation de l'organisation interne du musée public national et de ses annexes. (JO N°12)
- Fixation du montant des honoraires des membres de la commission spécialisée d'aide aux arts et aux lettres au titre du compte d'affectation spéciale n° 302-092 intitulé « Fonds national pour la promotion et le développement des arts et des lettres ». (JO N°5)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-141 intitulé « Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation Constantine, capitale de la culture arabe 2015 ». (JO N°5)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-141 intitulé « Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation Constantine, capitale de la culture arabe 2015 ». (JO N°5)
- Organisation interne de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels. (JO N°13)
- Fixation des modalités d'octroi des indemnités aux membres de la commission de la carte professionnelle du cinéma. (JO N°9)
- Fixation des modalités d'octroi des indemnités aux membres de la commission de visionnage des films. (JO N°9)
- Création d'une annexe de la maison de la culture de la wilaya de Naâma. (JO N°9)

- Fixation de l'organisation interne du centre d'interprétation à caractère muséal du costume algérien traditionnel et des traditions populaires à l'occasion de la célébration de fêtes et de cérémonies musulmanes. (JO N°5)
- Désignation des membres de la commission chargée de l'inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif des biens, droits, obligations et moyens détenus par l'annexe de l'institut régional de formation musicale de Bouira à Laghouat. (JO N°4)
- Classification de l'agence nationale des secteurs sauvegardés et de ses annexes et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°30)
- Ouverture de la filière « architecture et urbanisme », spécialité « biens culturels », domaine « sciences et technologies » et fixant les conditions d'accès, d'orientation et de réorientation, le contenu des programmes, la durée et le régime des études et la composition des jurys d'examens en vue de l'obtention du diplôme de licence académique à l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels. (JO N°20)
- Placement en position d'activité, auprès de l'administration centrale du ministère de la culture, de certains corps spécifiques de l'administration chargée des transmissions nationales. (JO N°41)
- Fixation de la liste des projets qui peuvent faire l'objet d'une consultation sélective. (JO N°61)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins. (JO N°5)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés. (JO N°12)
- Fixation de la composition et le fonctionnement du conseil artistique du ballet national. (JO N°9)
- Classement de la « Mosquée Abou Merouane ». (JO N°8)
- Classement de la « Mosquée Sidi L'embarek ». (JO N°8)
- Classement de « l'hôtel de l'Oasis Rouge ». (JO N°8)
- Ouverture d'instance de classement des « Deux maisons où a été dactylographiée et reproduite la proclamation du 1er novembre 1954 à Ighil Imoula ». (JO N°11)
- Ouverture d'instance de classement de la « villa Sésini ». (JO N°11)
- Fixation de la liste des établissements sous tutelle du ministère de la culture, bénéficiaires de dotations au titre du fonds national du patrimoine culturel pour la réalisation des opérations qui leur sont confiées. (JO N°29)
- Institutionnalisation du festival culturel du film méditerranéen. (JO N°61)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création du prix du Président de la République du journaliste professionnel. (JO N°28)
- Amendement du statut du centre national de documentation de presse et d'information et changement de sa dénomination. (JO N°17)

- Fixation des missions et la composition de la structure éducative consultative auprès des publications destinées à l'enfance et/ou à la jeunesse. (JO N°17)
- Fixation du montant des indemnités allouées au président et aux membres de l'autorité de régulation de l'audiovisuel. (JO N°30)
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensés de la caution de bonne exécution. (JO N°5)
- Composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de la communication. (JO N°8)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des directions de formation professionnelle de wilayas. (JO N°13)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des instituts de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°13)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle, des instituts d'enseignement professionnel, des centres de formation professionnelle et d'apprentissage et des centres de formation professionnelle et d'apprentissage spécialisés pour personnes handicapées physiques relevant du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°13)
- Fixation de la liste des spécialités des diplômes requis pour l'accès à certains grades des corps spécifiques de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°30)
- Organisation des directions de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°58)
- Placement en position d'activité de certains corps spécifiques de l'administration chargée de la santé, auprès des établissements de formation et d'enseignement professionnels relevant du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°55)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre des directions de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°63)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre des instituts de formation et d'enseignement professionnels. (JO N°63)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre des centres de formation professionnelle et d'apprentissage. (JO N°63)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre des instituts d'enseignement professionnel. (JO N°63)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre des instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle. (JO N°63)

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des directions de wilaya, de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°71)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des instituts de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°71)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle, des instituts d'enseignement professionnel, des centres de formation professionnelle et d'apprentissage relevant du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°71)
- Institution de la commission sectorielle des marchés du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°53)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°53)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création de l'institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs à Illizi. (JO N°7)
- Transfert du siège de l'institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs d'Alger. (JO N°18)
- Transfert du siège de l'école nationale de formation et de perfectionnement des cadres de l'administration des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°18)
- Transfert du siège de l'institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya d'Alger vers la wilaya de Bouira. (JO N°55)
- Placement en position d'activité auprès de l'administration centrale du ministère des affaires religieuses et des wakfs de certains corps spécifiques relevant de l'administration chargée des transmissions nationales. (JO N°1)

**AU TITRE DU MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Promulgation de la loi relative aux mutuelles sociales. (JO N°1)
- Amendement des dispositions de la loi relative aux assurances sociales. (JO N°7)
- Fixation de la convention-type conclue entre les organismes de sécurité sociale et les centres privés d'hémodialyse. (JO N°4)
- Fixation des éléments constitutifs du salaire national minimum garanti. (JO N°8)
- Statut juridique des caisses de sécurité sociale et organisation administrative et financière de la sécurité sociale. (JO N°33)
- Fixation des conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs. (JO N°33)
- Réaménagement du statut de l'institut national du travail. (JO N°34)
- Institution d'une indemnité forfaitaire compensatrice au profit de certains fonctionnaires et agents publics relevant des institutions et administrations publiques. (JO N°37)
- Fixation des éléments constitutifs du salaire minimum garanti. (JO N°37)
- Fixation de la répartition du taux de la cotisation de sécurité sociale. (JO N°49)
- Fixation des modalités d'organisation et de fonctionnement du fonds national de péréquation des œuvres sociales. (JO N°54)
- Fixation des conditions et des modalités pour le bénéfice des prestations de sécurité sociale par certaines catégories d'assurés sociaux exerçant un mandat parlementaire, en fonction ou en formation à l'étranger et leurs ayants droit. (JO N°55)
- Adoption des dispositions relatives à la sécurité sociale des personnes non-salariées exerçant une activité pour leur propre compte. (JO N°61)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale et des services déconcentrés de l'inspection générale du travail. (JO N°22)
- Fixation de l'organisation administrative de l'école supérieure de la sécurité sociale ainsi que la nature et l'organisation de ses services techniques. (JO N°8)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre de l'administration centrale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO N°29)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au niveau des directions de l'emploi de wilaya. (JO N°29)

- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu du programme de la formation complémentaire préalable à la promotion au grade d'inspecteur principal du travail. (JO N°16)
- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle pour l'exercice de la tutelle pédagogique sur l'école supérieure de la sécurité sociale relevant du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO N°31)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés. (JO N°4)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites. (JO N°4)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique. (JO N°4)
- Retrait d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO N°8)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO N°8,16)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique. (JO N°24)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO N°24)
- Nomination des membres de la commission interministérielle d'agrément des organismes privés de placement des travailleurs. (JO N°29)
- Fixation de l'organisation interne de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés. (JO N°17)
- Fixation des modèles de contrats d'insertion, de contrats de formation-emploi et de contrats de travail aidé. (JO N°48)
- Fixation de la composition du conseil national consultatif de la mutualité sociale. (JO N°17)
- Fixation de la liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale. (JO N°14)
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre. (JO N°14)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés. (JO N°42)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des retraites. (JO N°42)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS). (JO N°48)
- Renouvellement de l'agrément d'organismes privés de placement des travailleurs. (03 arrêtés) (JO N°34)
- Agrément d'organismes privés de placement des travailleurs. (03 arrêtés) (JO N°34)
- Nomination des membres de la commission nationale de promotion de l'emploi. (JO N°38)
- Retrait d'agréments à des organismes privés de placement des travailleurs. (02 arrêtés) (JO N°48)
- Octroi d'agrément d'un organisme privé de placement des travailleurs. (JO N°49)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale d'assurance chômage (CNAC). (JO N°34)



- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés. (JO N°49)
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale. (JO N°24)
- Retrait d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO N°49)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO N°49)
- Nomination des membres du conseil d'administration du fonds national de péréquation des œuvres sociales. (JO N°49)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites. (JO N°49)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés. (JO N°51)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés. (JO N°48)
- Nomination des membres du conseil national d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail. (JO N°62)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'emploi. (JO N°54)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés. (JO N°54)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national du travail. (JO N°54)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites. (JO N°70)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées. (JO N°70)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création d'une annexe au centre de repos des moudjahidine de Béni Belaïd, wilaya de Jijel. (JO N°7)
- Fixation de l'organisation interne du centre national d'études et de recherche sur le mouvement national et la révolution du 1er novembre 1954. (JO N°18)
- Création d'une annexe du centre du repos des moudjahidine de Hammam Debagh (wilaya de Guelma). (JO N°11)
- Création d'une annexe au musée régional du moudjahid de Tlemcen à la wilaya de Béchar. (JO N°11)
- Création d'une annexe du centre du repos des moudjahidine de Hammam Salihine (wilaya de Khenchela). (JO N°11)
- Fixation des caractéristiques techniques de la plaque et des moyens d'identification matérialisant toute baptismation ou débaptisation des institutions, lieux et édifices publics. (JO N°18)
- Fixation de la composition et les modalités de traitement du dossier des propositions de baptismation ou de débaptisation des institutions, lieux et édifices publics. (JO N°18)

- Fixation du règlement intérieur-type de la commission de wilaya de baptismation ou de débaptisation des institutions, lieux et édifices publics. (JO N°18)
- Fixation de l'organisation interne du centre national d'appareillage des invalides et des victimes de la révolution de libération nationale et des ayants droit. (JO N°12)
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée national du Moudjahid. (JO N°4)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère des moudjahidine. (JO N°48)
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée régional du Moudjahid de Médéa. (JO N°48)
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée national du Moudjahid. (JO N°34)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national d'études et de recherches sur le mouvement national et la révolution du 1er novembre 1954. (JO N°35)
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée régional du Moudjahid de Tlemcen. (JO N°51)
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée régional du Moudjahid de Biskra. (JO N°51)
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée régional du Moudjahid de Tizi Ouzou. (JO N°51)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national d'études et de recherche sur le mouvement national et la révolution du 1er novembre 1954. (JO N°62)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Détermination des dispositions applicables au club sportif professionnel et fixant les statuts-types des sociétés sportives commerciales. (JO N°11)
- Fixation des dispositions et le statut-type applicables au club sportif amateur. (JO N°11)
- Réaménagement du statut de l'office du complexe olympique. (JO N°11)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-135 intitulé « Fonds de soutien public de l'Etat aux clubs professionnels de football ». (JO N°17)
- Fixation des modalités d'application des dispositions statutaires relatives au sportif d'élite et de haut niveau. (JO N°45)
- Non cumul entre la responsabilité exécutive et élective et la responsabilité administrative au sein des structures d'organisation et d'animation sportives. (JO N°70)
- Fixation des conditions de création, d'organisation, de fonctionnement et d'agrément des centres de formation des jeunes talents sportifs. (JO N°70)

- Classification de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport de Aïn Benian ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°3)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-135 intitulé « Fonds de soutien public de l'Etat aux clubs professionnels de football ». (JO N°66)
- Fixation des conditions et des modalités d'octroi de la gestion des activités ou de certaines activités pédagogiques se déroulant au sein d'un établissement de jeunes par voie conventionnelle à une ou plusieurs associations d'activités de jeunes. (JO N°38)
- Fixation des conditions et des modalités de constitution, d'organisation et de fonctionnement des comités des supporters. (JO N°2)
- Désignation des membres de la commission nationale d'homologation des infrastructures sportives. (JO N°41)
- Fixation de la liste des activités, travaux et prestations pouvant être effectués par les établissements publics à caractère administratif relevant du ministère de la jeunesse et des sports en sus de leur mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents. (JO N°48)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création, missions, organisation et fonctionnement du comité national multisectoriel de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles. (JO N°9)
- Complétant la liste des établissements publics de santé de proximité annexée au décret exécutif n° 07-140 du 19 mai 2007 portant création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité. (JO N°18)
- Création, organisation et fonctionnement du comité intersectoriel chargé de la prévention et de la lutte contre les menaces sanitaires à potentiel épidémique et les urgences de santé publique de portée internationale. (JO N°44)
- Complétant la liste des établissements publics hospitaliers annexée au décret exécutif n° 07-140 du 19 mai 2007 portant création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité. (JO N°49)
- Fixation des missions, de l'organisation et du fonctionnement de l'agence nationale des produits pharmaceutiques à usage de la médecine humaine ainsi que le statut de ses personnels. (JO N°67)
- Fixation des missions, composition, organisation et fonctionnement des commissions spécialisées créées auprès de l'agence nationale des produits pharmaceutiques à usage de la médecine humaine. (JO N°67)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des établissements publics de santé relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°13)
- Fixation des modalités d'application du système informatisé de comptabilité de gestion au sein des établissements publics de santé ainsi que la liste des établissements concernés par la mise en œuvre de ce système. (JO N°1)

- Fixation des critères de classification des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité ainsi que leur classement. (JO N°23)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services déconcentrés, des établissements publics de santé et des établissements de formation paramédicale, relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°44)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°13)
- Complétant l'annexe 2 de l'arrêté interministériel du 15 janvier 2012 fixant les critères de classification des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité ainsi que leur classement. (JO N°31)
- Fixation des modalités d'organisation et le contenu du programme de la formation, pour l'accès au corps des professeurs d'enseignement paramédical, grade de professeur d'enseignement paramédical. (JO N°20)
- Fixation des modalités d'organisation et le contenu du programme de la formation, pour l'accès au corps des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation de santé publique enseignant, grade d'auxiliaire médical en anesthésie réanimation de santé publique enseignant. (JO N°20)
- Fixation de la grille d'évaluation pour la promotion du grade de praticien spécialiste principal au grade de praticien spécialiste en chef. (JO N°45)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'agence nationale du sang. (JO N°44)
- Complétant l'annexe 2 de l'arrêté interministériel du 15 janvier 2012 fixant les critères de classification des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité ainsi que leur classement. (JO N°33)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que les contenus des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans le grade de paramédical spécialisé et principal de santé publique. (JO N°45)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps des paramédicaux de santé publique. (JO N°44)
- Complétant l'annexe 2 de l'arrêté interministériel du 15 janvier 2012 fixant les critères de classification des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité ainsi que leur classement. (JO N°50)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'institut national de la santé publique. (JO N°50)
- Fixation des critères de sélection des candidats, le contenu et les modalités d'organisation de la formation pour l'accès à la formation spécialisée de certains grades appartenant aux corps des praticiens inspecteurs de santé publique. (JO N°52)
- Fixation des critères de classement des établissements hospitaliers spécialisés et des secteurs sanitaires et leur classement. (JO N°65)
- Fixation du cadre d'organisation des concours pour l'accès aux grades appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique. (JO N°31)
- Fixation du cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant au corps des administrateurs des services de santé. (JO N°33)

- Fixation du cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès à certains grades appartenant aux corps des paramédicaux de santé publique. (JO N°23)
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant au corps des sages-femmes de santé publique. (JO N°33)
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation de santé publique. (JO N°33)
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur titres et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant au corps des médecins médicaux de santé publique. (JO N°48)
- Fixation de la liste des spécialités des infirmiers spécialisés de santé publique. (JO N°39)
- Classification des plantes et substances classées comme stupéfiants, psychotropes ou précurseurs. (JO N°48)
- Interdiction d'importation des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés à la médecine humaine fabriqués en Algérie. (JO N°62)
- Organisation interne de l'agence nationale de gestion des réalisations et d'équipement des établissements de santé. (JO N°60)
- Désignation des membres du comité national multisectoriel de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles. (JO N°68)
- Fixation des règles d'optimisation et les niveaux indicatifs pour les expositions médicales à l'intention des professionnels de la santé. (JO N°64)
- Fixation du cadre d'organisation des examens professionnels pour l'accès à certains grades appartenant aux corps des praticiens médicaux inspecteurs de santé publique. (JO N°70)

## **AU TITRE DU MINISTRE DE LA SOLIDARITE NATIONALE , DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA FEMME**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création du conseil national de la famille et de la femme. (JO N°13)
- Création des établissements spécialisés pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. (JO N°18)
- Création d'établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés. (JO N°19)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-142 intitulé « fonds de la pension alimentaire ». (JO N°22)
- Transformation d'un centre spécialisé de rééducation en centre psycho-pédagogique pour enfants handicapés mentaux. (JO N°37)
- Création, organisation et fonctionnement des centres nationaux d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse. (JO N°44)

- Création de centres psycho-pédagogiques pour enfants handicapés mentaux. (JO N°60)
- Création d'un établissement pour enfants assistés. (JO N°68)
- Création du comité national de coordination des activités de la décennie de la femme africaine. (JO N°7)
- Création d'annexes aux établissements Diar Rahma. (JO N°13)
- Organisation de la direction de l'action sociale et de la solidarité de wilaya en bureaux. (JO N°21)
- Fixation des modalités d'organisation et d'évaluation, ainsi que le contenu des programmes de la formation préparatoire après la nomination aux postes supérieurs au titre des corps spécifiques de l'administration chargée de la solidarité nationale. (JO N°6)
- Organisation interne du centre national d'études, d'information et de documentation sur la famille, la femme et l'enfance. (JO N°30)
- Placement en position d'activité auprès des services du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme de certains corps spécifiques à l'administration chargée des sports. (JO N°25)
- Classification des établissements spécialisés de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°17)
- Classification des établissements pour enfants assistés et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°17)
- Classification des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°17)
- Classification des établissements spécialisés et des structures d'accueil des personnes âgées et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°17)
- Placement de certains corps spécifiques de l'administration chargée de la formation et de l'enseignement professionnels en position d'activité auprès des établissements spécialisés et le centre national de formation professionnelle pour handicapés physiques relevant du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO N°45)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme de certains corps spécifiques de l'administration chargée de la jeunesse. (JO N°26)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des centres et établissements spécialisés sous-tutelle du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO N°41)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, de conducteurs d'automobiles et des appariteurs au niveau des directions de wilayas de l'action sociale et de la solidarité, des centres nationaux de formation, du centre national d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse et des établissements "Diar-Rahma". (JO N°41)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-142 intitulé « Fonds de la pension alimentaire ». (JO N°70)
- Placement en position d'activité auprès du centre national de formation professionnelle pour les handicapés physiques et les services extérieurs relevant du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO N°49)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme en bureaux. (JO N°56)

- Fixation des modalités d'application de l'interdiction de fumer dans les établissements et les structures relevant du secteur de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO N°45)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO N°51)
- Désignation des membres du conseil d'administration de Dar Rahma de Birkhadem, wilaya d'Alger. (JO N°62)

\*\*\*

---

## **Direction de la codification et de l'information juridique.**

Durant l'année 2015, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants :

### **1 / Base de données juridiques :**

Etat quantitatif des textes traités durant l'année 2015 : **1945**

Répartis comme suit :

- Lois et ordonnances : 21

- Décrets présidentiels : 1047

Dont

- \* 29 ratifications de conventions, accords et protocoles internationaux,
- \* 925 décisions individuelles.
- \* 93 textes réglementaires.

- Décrets exécutifs : 245

- Arrêtés interministériels : 216

- Arrêtés ministériels : 394

- Décisions : 7 dont 3 concernant le Conseil Constitutionnel

- Avis : 14

- Règlement : 1

Total = 22

### **2 / Codification :**

#### **A) Travaux réalisés :**

- Code des douanes, amendé,
- Code pénal, amendé,
- Code de procédures pénales, amendé,
- Code de la réglementation des marchés publics et des délégations de service publics,
- Code de commerce,

#### **B) Recueils de textes :**

- Actualisation au 31 décembre 2015 du recueil des conventions et accords signés par l'Algérie depuis 1962.



---

## CONCLUSION

---

*Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment, la consolidation de l'Etat de droit, la consolidation de la stabilité, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile, la réconciliation nationale et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.*

*Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.*

*Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.*